

Europe : bons baisers de Lisbonne. Une Union démocratique ?

La négociation s'est déroulée comme toujours dans les hautes sphères européennes où l'on cultive si volontiers l'art des arrangements entre amis. En moins d'une heure, réunis au chaud autour d'une table accueillante, toutes portes et fenêtres fermées, les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-Sept ont fixé leurs choix communs pour deux postes créés par le traité de Lisbonne. Voilà dont Herman Van Rompuy, (Van Rompouille, en français parisien) président du Conseil européen. Et la baronne Catherine Ashton of Upholland, haute-représentante de l'Union à la politique étrangère et de sécurité. Pour faire simple, chef de la diplomatie. Quelques caucus, quelques rencontres en coulisses et tout était ficelé entre la poire et fromage.

« Le débat institutionnel est clos pour une longue période », s'est empressé d'affirmer Herman Van Rompuy, apparemment soulagé et qui, Premier ministre, n'aurait pu en dire autant en ce qui concerne notre joli royaume. Le passage en force des gouvernements coalisés de l'Union sur le traité de Lisbonne autorise, en effet, nos élites à ne plus se tracasser avec une quelconque réorientation de l'UE, alors qu'une crise sans précédent la fait trembler sur ses bases fragiles. Alors, aussi, que 57 % des électeurs se sont abstenus en juin dernier, lors des élections européennes.

Le moment n'est donc pas à faire des vagues. Pourtant, le mode de désignation des deux porte-voix de l'Europe est éminemment critiquable. L'une des candidates à la présidence du Conseil, la Lettone Vaira Vike-Freiberga, - au demeurant, cette libérale était favorable à la guerre en Irak - a parlé d'une Union qui « fonctionne comme l'Union soviétique ». Le flegmatique Van Rompuy a rétorqué qu'il avait été désigné par des « chefs de gouvernement élus (sic) démocratiquement », selon une procédure ratifiée « de manière démocratique (re-sic) » par 27 États dont les peuples n'ont pas été consultés.

Une direction « quadricéphale »

L'Union Européenne va-t-elle au moins mieux fonctionner et tenir son rôle sur la scène internationale ? Président du Conseil, Herman Van Rompuy aura pour tâche de présider les négociations entre États. Mais encore ? Mystère. Personne, dans les cieux communautaires, ne semble en mesure de préciser clairement le sens de sa fonction. Il n'a aucune autorité sur les autres institutions européennes, ni sur le Parlement, ni sur la Commission, ni même sur le Conseil de l'Union européenne, où les ministres sont réunis par domaines de compétence. « La présidence permanente du Conseil européen, qui vient d'être lancée, ne supprime pas l'actuelle présidence tournante de six mois ; elle s'y ajoute. La répartition des tâches entre les deux reste à fixer. En outre, les rapports entre ces instances, le Haut représentant, et le président de la Commission, qui conserve ses compétences en matière d'aide au développement et de coopération, sont encore flous. En l'absence d'une hiérarchie claire entre ces quatre fonctions, la direction de l'action extérieure de l'Union est potentiellement quadricéphale... »¹

Pour beaucoup, les chefs d'Etat et de gouvernement ne voulaient pas d'un président qui pourrait leur faire de l'ombre. Et pour cause : ce sont eux qui le désignent, et lui n'est pas élu. De plus, sa notoriété relativement faible au plan international et le fait qu'il n'ait pas été candidat ont favorisé la naissance d'un compromis sur son nom, avancé notamment par la France et l'Allemagne. Au demeurant, le terme «président de l'Union européenne», volontiers adopté par une presse belge cocardière, est un abus de langage qui laisserait croire que grâce à lui, l'Europe pourrait soudain parler d'une seule voix. Au regard des institutions, le président du Conseil européen n'a pas de pouvoir de contrainte sur les pays membres. Il a pour principale fonction de préparer, présider et organiser les réunions du Conseil européen, dont les réunions sont fixées au nombre de deux par semestre et de faire de la représentation à l'étranger. Au total, « La sophistication du mécano institutionnel européen ressemble à une fuite en avant devant la nécessité de penser une Europe politique et démocratique. Moins les Vingt-Sept ont de vision commune du monde, plus ils multiplient les procédures, se donnant ainsi l'air d'agir sans résoudre les problèmes de fond, et en particulier celui de la légitimité démocratique de la construction européenne. »²

¹ « Union européenne : un président pour quoi faire ? ». Le blog du Monde diplomatique. Le 21 novembre 2009.

² Idem

Atlantisme blindé

Le choix de l'ex-commissaire au commerce pour mener la politique extérieure est, d'une certaine façon, encore plus éclairant. Et plus inquiétant. La venue de Catherine Ashton est une concession faite aux Britanniques qui voyait le social-libéral Tony Blair à la présidence du Conseil. Ce marchandage a jeté aux oubliettes le candidat des eurodéputés socialistes, l'ancien ministre italien des Affaires étrangères Massimo D'Alema, critiqué dans les capitales est-européennes en raison de son passé communiste. En outre, la presse italienne mais aussi la presse britannique ont évoqué des pressions israéliennes contre un homme jugé sensible aux revendications des Palestiniens. Avec Mme Ashton, qui faisait partie du gouvernement Blair lors du lancement de la guerre en Irak, l'Union Européenne ne manifeste certainement pas la moindre velléité de mener une politique étrangère indépendante des États-Unis. Elle succède à l'espagnol Javier Solana, ancien secrétaire général de l'OTAN. Un choix qui confirme l'orientation atlantiste de l'Union européenne. Ainsi que l'a souligné l'ancien ministre français des affaires étrangères, Hubert Vedrine, l'Europe peut-elle affirmer une identité propre si elle se fonde dans le bloc occidental ? La baronne, qui n'a dû sa présence à la Chambre des lords qu'au fait d'avoir été anoblie en 1999, y a mené bataille pour faire ratifier le traité de Lisbonne sans référendum

« Président pour la déco »

De cela, il a peu été question dans les commentaires de la presse. En Belgique, la plupart des éditorialistes ont franchement décollé, parlant du « sacre » de l'ex-Premier ministre ou voyant « Un Belge à la tête de 450 millions d'Européens. » Délirant. Comme l'ont été les leaders politiques, tous partis confondus, qui ont fait assaut d'éloges et de surenchère à propos de cet « honneur » fait à la Belgique, comme l'a claironné Didier Reynders. Le CDH y a vu un « fait historique » qui récompense la « grande subtilité et la capacité de compromis légendaire » de M. Van Rompuy. Mêmes congratulations emphatiques dans les autres partis où l'on a brodé sur le thème « embrassons-nous Folle ville ». Comme s'il n'y avait pas dans cette affaire un sacré paradoxe. Voilà que le responsable d'un pays dont les capitales voisines disent craindre la dislocation est appelé à recimenter une Union européenne bien fissurée. A moins qu'il ne faille voir dans tout cela un constat résigné des « élites » européennes : les choses étant ce qu'elles sont, autant essayer d'en sortir en recourant aux talents d'un spécialiste des « compromis à la belge », ces condensés de petites manœuvres et de grands reniements, d'opacité et de mépris des électeurs.

Les commentateurs de la presse européenne, non sans méchanceté souvent, ont sorti les crocs. Côté français, Libération a donné le ton en qualifiant M. Van Rompuy de « président pour la déco ».

Le journal espagnol El País a évoqué « deux figures ternes et de bas profil » qui commanderont la « Nouvelle Europe ». « Le traité de Lisbonne est la version quelque peu allégée de ce qui avait à l'origine été baptisé 'Constitution de l'UE'. Le mot était trop grand pour les ambitions des Européens. Ceux de ministre des affaires étrangères et de président de l'UE ont maintenant l'air bien grands », a écrit le Frankfurter Allgemeine .

Mais encore ? M. Van Rompuy est resté silencieux sur sa vision de l'Europe, n'a formulé aucune proposition pour sortir de la crise –sauf, semble-t-il, **devant le groupe dit Bilderberg**³. D'ailleurs, pour quoi faire ? Les critiques qui ont fusé sur les deux personnalités choisies ne font que masquer les problèmes de fond auxquels est confrontée une Europe sans projet social, pacifique, écologique. Désormais, avec Lisbonne, du président du Parlement européen au président du Conseil européen, de celui de la Commission européenne à la haute-représentante des affaires « extérieures », ultralibéralisme et militarisme sont plus que jamais la norme. Le président du Conseil va être l'applicateur zélé des dogmes du traité. La haute-représentante aux affaires extérieures devra inciter les États « à améliorer progressivement leurs capacités militaires » et à mener leur action internationale dans le cadre de l'Otan. A ce propos, M. Obama vient de réclamer à corps et à cris un nouvel « effort » de ses alliés pour mener la guerre perdue de l'Afghanistan.

³ Ce groupe rassemble les grandes multinationales et des hommes politiques en vue. Il est en connexion avec la Trilatérale, son correspondant au niveau mondial, et l'European Round Table, le lobby des multinationales présentes en Europe. Ses sessions sont secrètes mais ses « suggestions » se reflètent dans les orientations prises par l'Union européenne.

